

Le 15 juillet 2008

Le pacte européen sur l'immigration : une politique néocolonialiste

Les ministres européens de l'immigration, sous la houlette de Brice Hortefeux, ont validé, le 7 juillet 2008, un projet de « Pacte européen sur l'immigration et l'asile » : immigration choisie, répression de l'immigration irrégulière, et harmonisation des règles du droit d'asile sont les trois piliers d'une politique néocolonialiste de cette Europe forteresse.

Le préambule déclare, non sans cynisme, que les migrations internationales perdureront tant que les écarts de richesse et de développement existeront. Qui sont les principaux responsables de cet état de fait si ce n'est les pays occidentaux qui ont pillé pendant des décennies les pays du Sud et les institutions internationales qui ont mené depuis plusieurs années des politiques d'ajustement structurelles pour leur propre profit !

Cynisme encore lorsqu'il est évoqué le danger de mise en cause de la cohésion sociale des pays européens face à une immigration mal maîtrisée alors que ces mêmes gouvernements mènent des politiques libérales dynamisant toutes les protections sociales au nom d'une concurrence « libre et non faussée » !

La subtilité sémantique consistant à remplacer le rejet explicite des « régularisations massives » par la préconisation des régularisations « au cas par cas » aboutit de fait aux mêmes effets.

Le contrat d'intégration a certes été supprimé mais il revient sous d'autres formes en conditionnant le regroupement familial à la connaissance de la langue du pays d'accueil et du respect « des identités » des Etats membres. Enfin, l'élaboration de critères communs au droit d'asile est renvoyée dans cinq ans.

Ce pacte officialise une politique sélective de l'immigration professionnelle, notamment en renforçant « l'attractivité de l'UE pour les travailleurs hautement qualifiés », une politique répressive en accentuant les contrôles aux frontières et les expulsions dans les pays d'origine et en durcissant les critères de regroupement familial.

L'union syndicale Solidaires dénonce cette politique qui utilise l'immigration aux seules fins des intérêts économiques des multinationales installées en Europe.

Téléphone : 01 58 39 30 20 Télécopie : 01 43 67 62 14	contact@solidaires.org	www.solidaires.org
------------------------------------------------------------------------	-------------------------------	---------------------------

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télocopie : 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org

www.solidaires.org